



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 21 août 2024

Nos réf. : SAU/AV/MI n° 24 - 440

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRANCE TEINTURE

15, rue des Hauts Trévois - BP 152
10000 TROYES

Code AIOT : 0005702106

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 juillet 2024 dans l'établissement FRANCE TEINTURE implanté 15, rue des Hauts Trévois - BP 152 - 10000 TROYES. L'inspection a été annoncée le 04 juillet 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre des campagnes de recherche de substances PFAS dans les rejets aqueux, un état des lieux des résultats transmis a été réalisé. Ce dernier montre la présence de substances PFAS et d'AOF au sein de certaines installations, les plaçant parmi les établissements représentant 99 % des flux en PFAS/AOF au niveau national. La société FRANCE TEINTURE présente un flux moyen en AOF de 31,34 g/j suite à la réalisation des campagnes de mesures.

Par conséquent, l'inspection des installations a procédé à une visite d'inspection le 18 juillet 2024. Dans le cadre d'une action coup de poing sur les Composés Organo-Halogénés Volatiles (COHV), l'inspection a également abordé cette thématique le jour de la visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCE TEINTURE
- 15, rue des Hauts Trévois - BP 152 - 10000 TROYES
- Code AIOT : 0005702106
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FRANCE TEINTURE a été autorisée par arrêté préfectoral n° 87-854 du 27 février 1987, complété par les arrêtés n° 10-1678 du 11 juin 2010 et n° 11-2332 du 4 août 2011, à exploiter des activités d'ennoblissement textile : application de teintures et d'apprêts sur tous types de tissus.

Les matières textiles sont fournies par les clients et restent leur propriété, FRANCE TEINTURE choisissant la technique d'ennoblissement en fonction des caractéristiques souhaitées. Les produits fabriqués sont multi-supports : habits, revêtement de siège, textiles pour le paramédical, ...

L'établissement présente une baisse d'activité de 33 % pour l'année 2023. Actuellement, le site fonctionne 4 jours par semaine.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Eléments hors constats : utilisation de COHV

Dans le cadre d'une action coup de poing COHV, il a été demandé à l'exploitant le jour de la visite si des COHV étaient utilisés dans le process. L'exploitant confirme qu'il est utilisé sur son site du Perchloroéthylène (PCE). Ce produit est utilisé depuis 30 ans sur une machine adaptée permettant de récupérer les vapeurs. Ces dernières sont traitées via un extracteur pour rejeter des fumées contrôlées conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 10-1678 du 11 juin 2010. Les déchets générés sont collectés, et envoyés en filière de traitement adaptée (filiale de Suez).

L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection des installations classées les quantités utilisées sur site.

Le PCE utilisé est stocké en cuve inox sur rétention. Il est constaté le jour de la visite que la solvanteuse et l'extracteur présentent des rétentions aux points où des pertes produits peuvent avoir lieu.

L'exploitant précise ne pas avoir reçu de plainte par le voisinage concernant des odeurs ou émanations de solvants à proximité de l'établissement.

Au vu des enjeux sanitaires associés à cette substance, il est proposé à Madame la Préfète de l'Aube d'encadrer spécifiquement le rejet de cette substance au droit de l'émissaire associé à la solvanteuse.

Les résultats des analyses de SOCOTEC réalisées au droit de cet émissaire montrent les rejets maximaux suivants en COV non méthaniques (famille de polluants à laquelle appartient le perchloroéthylène) :

- concentration maximale lors des différents essais : 5,65 mg/Nm³ en équivalent C ;
- flux maximal lors des différents essais : 5,22 g/h en équivalent C.

L'inspection des installations classées propose de reprendre les valeurs ci-dessus pour encadrer les rejets de l'exploitant pour le paramètre perchloroéthylène (correspondant par hypothèse aux COVnm mesurés), augmentées de 20 % pour lui accorder un peu de souplesse :

- concentration maximale : 6,8 mg/Nm³ en équivalent C ;
- flux maximal : 6,3 g/h en équivalent C.

Ces valeurs sont inférieures à celles du scénario « rejets moyens » de l'étude de risques sanitaires comprise dans l'étude d'impact du site de septembre 2007, concluant à des valeurs acceptables en termes de risques sanitaires pour l'inhalation.

Converties en unités hors équivalent C, ces valeurs correspondent aux valeurs suivantes :

- concentration maximale : 46,9 mg/Nm³ de perchloroéthylène ;
- flux maximal : 43,5 g/h de perchloroéthylène.

A noter que ces valeurs sont compatibles avec les valeurs limites imposées à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 pour ce paramètre (20 mg/Nm³ si le flux maximal de l'installation est supérieur à 100 g/h).

Une fréquence de suivi annuelle du paramètre est proposée, afin de correspondre aux autres fréquences imposées pour la solvanteuse dans l'arrêté préfectoral du 11/06/2010.

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------------|---|--|-----------------------|
| 1 | Liste des substances PFAS | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 | Demande d'action | 1 mois |
| 6 | Déclaration des résultats GIDAF | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Prescriptions complémentaires | 5 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 2 | Réalisation des campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 | Sans objet |
| 3 | Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |
| 4 | Exigences pour les prélèvements | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |
| 5 | Précisions des mesures | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Sans objet |

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des résultats PFAS/AOF dans les rejets aqueux de l'établissement, il convient de mener des actions afin de déterminer les origines possibles de cette présence et de mettre en œuvre des mesures de réduction, voire de suppression.

Par ailleurs, au vu des enjeux sanitaires associés au perchloroéthylène, il est proposé d'encadrer spécifiquement le rejet de cette substance au droit de l'émissaire associé à la solvanteuse.

Aussi, il est proposé à Madame la Préfète d'encadrer ces démarches par un arrêté préfectoral complémentaire.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. |
| Constats : Le jour de la visite l'exploitant confirme que la liste de produits utilisés sur site a été établie et qu'elle a été transmise à l'inspection des installations classées en 2023. Cependant, après recherches et échanges avec les inspecteurs concernés, l'envoi de la liste de produits utilisés pouvant contenir des substances PFAS n'est pas parvenue à destination (erreur d'adresse, mail trop volumineux,...). L'exploitant précise qu'un produit pouvant contenir des substances PFAS a été identifié. Il s'agit d'un produit Résine C6. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classée demande à l'exploitant de lui transmettre à nouveau la liste des produits utilisés dans son établissement pouvant contenir des substances PFAS, ce sous un délai d'un mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 ^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. |
| Constats : La société FRANCE TEINTURE a réalisé les trois campagnes de mesures pour la recherche de substances PFAS dans son rejet, en sortie de son unité de pré-traitement des eaux résiduelles, avant de rejoindre le réseau de collecte communal. Ces campagnes ont eu lieu les 23 janvier, 20 février et 5 mars 2024. Ces campagnes ont bien fait l'objet d'analyses des AOF et des 20 PFAS. |

| |
|---|
| Type de suites proposées : Sans suite |
| N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse |
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés |
| Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. |
| Constats : L'exploitant a fait appel au laboratoire AQUANALYSE qui a sous-traité les analyses au laboratoire AGROLAB. Ces deux laboratoires sont agréés ; AGROLAB pour les analyses et AQUANALYSE pour le prélèvement. Le matériel utilisé pour les prélèvements était celui du laboratoire. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Exigences pour les prélèvements

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement |
| Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. |
| Constats : Le prélèvement a été réalisé en sortie de l'ouvrage de pré-traitement des eaux résiduaires, sur une durée de 24h. Pour chacune des campagnes de mesures, l'exploitant précise que l'activité de l'entreprise était similaire. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Précisions des mesures

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification |
| Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée. |
| Constats : Les bulletins d'analyses présentés par l'exploitant montrent des limites de quantification respectées pour les substances PFAS (<100 ng/l) ainsi que pour les AOF (<2 µg/l). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 |
| Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF |
| Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. |
| Constats : L'exploitant a procédé à la transmission de résultats via l'application GIDAF. Les résultats obtenus à la suite de ces trois campagnes de mesures montrent la présence d'AOF pour les campagnes de janvier et de mars (flux moyen de 31,34 g/j), ainsi que la présence de PFAS pour la campagne de janvier (flux moyen de 0,946 g/j). Ces résultats placent l'établissement parmi ceux représentant 99 % des flux en PFAS/AOF au niveau national. Concernant la mise en œuvre de ces campagnes, il est noté qu'il n'y a pas eu de blanc de réalisé. Comme précisé au point de contrôle n°4, la production et activités étaient similaires les jours où les campagnes de mesures ont été réalisées. Toutefois, l'exploitant précise qu'un produit utilisé dans leur process semble présenter des substances PFAS d'après sa fiche de données de sécurité. Ce produit (appelé communément Résine C6) a un effet déperlant sur le produit fini. L'exploitant ne peut affirmer, le jour de la visite, que ce produit a été utilisé lors des campagnes de mesures. Il précise également que ce produit ne peut être substitué et est utilisé pour un client en particulier et que par conséquent, s'il devait l'arrêter, cela ferait perdre des marchés. L'eau utilisée dans le process de fabrication provient directement de la Seine. Elle fait l'objet d'un traitement (filtration charbon puis adoucie) avant d'être stockée dans une cuve de 300 m³ puis utilisée. L'exploitant précise qu'il ne sait pas si l'eau utilisée présente des PFAS ou AOF et considère que ce n'est pas de sa responsabilité de le vérifier. |

Par ailleurs, au vu de la situation économique de son établissement, l'exploitant refuse toute dépense supplémentaire injustifiée pour la recherche de substances PFAS. A ce titre et en sa qualité de Président de l'Union de l'Industrie Textile Champagne-Ardenne, l'exploitant sollicite auprès de madame la Préfète une réunion avec les services de l'État ainsi que les représentants des autres établissements d'ennoblissement de l'Aube. Des démarches sont en cours pour retenir une date.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de déterminer les origines possibles de la présence de PFAS et AOF dans ses rejets, il convient de mener différentes actions, notamment :

- Etablir si le produit Résine C6 a été utilisé lors des campagnes de mesures et en quelle quantité. Ces éléments sont transmis à l'inspection des installations classées pour fin septembre 2024.
- Vérifier la présence ou l'absence de PFAS/AOF dans l'eau prélevée d'ici décembre 2024.
- Mettre en place une surveillance à fréquence trimestrielle sur les rejets aqueux pour suivre les émissions de PFAS et AOF. Cette surveillance débute au cours du 4^{ème} trimestre 2024, selon les termes de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 et pendant au minimum deux ans.
- L'exploitant détermine et présente, sous un délai de 5 mois, les actions soutenables sur un plan technico-économique pour supprimer, ou à défaut, réduire la présence de PFAS et AOF dans ses rejets aqueux.

Au regard de ces différentes actions à mener, il est proposé à Madame la Préfète d'encadrer ces démarches par un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Proposition de délais : 5 mois